



## CHAPITRE 199

### LOI CONCERNANT L'OBSERVANCE DU DIMANCHE

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.  
*de l'observance du dimanche.*

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**2.** Les lois de la Législature, soit générales soit spé- Portée générale de cette loi.  
ciales, relatives à l'observance du dimanche, en vigueur  
le 28 février 1907 (date de l'entrée en vigueur de la loi 7  
Édouard VII, chapitre 42), continuent à être en vigueur  
jusqu'à ce qu'elles soient modifiées, remplacées ou abro-  
gées; et il est et continue d'être permis à toute personne  
de faire, le dimanche, tout acte qui n'est pas prohibé par  
les lois de la Législature en vigueur à ladite date, et  
d'user, le dimanche, de toutes les libertés que lui recon-  
naissent les usages en cette province, sous les restric-  
tions contenues dans la présente section. S. R. (1909),  
4466.

**3.** Il est défendu, le dimanche, dans un but de lucre, Certains tra-  
vaux, etc.,  
prohibés, etc.  
sauf néanmoins le cas de nécessité ou d'urgence, d'exé-  
cuter ou de faire exécuter aucune œuvre industrielle,  
ainsi que d'exercer aucun négoce ou métier, ou de don-  
ner ou d'organiser des représentations théâtrales, ou des  
excursions accompagnées de vente de liqueurs alcooliques,  
ou de prendre part ou d'assister à ces représentations  
théâtrales ou à ces excursions. S. R. (1909), 4467.

**4.** Chaque contravention à quelqu'une des prohibi- Pénalités  
pour infrac-  
tions.  
tions de la présente section rend passible d'une amende  
d'un dollar au moins et de quarante dollars au plus, avec  
dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement  
n'excédant pas trente jours pour une première infrac-

tion, et d'une amende n'excédant pas cent dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas soixante jours pour toute infraction subséquente. S. R. (1909), 4468.

Recouvrement de l'amende.

5. L'amende appartient à la couronne, mais le recouvrement n'en peut être demandé que par un sujet britannique, dans les deux mois qui suivent le délit, devant un juge des sessions de la paix, un recorder ou un magistrat de police ou de district, ou deux juges de paix, conformément aux dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165), et, lorsqu'une personne enfreint quelque une des dispositions de la présente section et que cette infraction est aussi une contravention à une autre loi, le délinquant peut être poursuivi soit en vertu des dispositions de la présente section, soit en vertu des dispositions de toute autre loi applicable à la contravention imputée. S. R. (1909), 4469.

Poursuite contre le délinquant.

Effet de certaines lois votées par la Législature.

6. Rien dans la présente section n'abroge les lois de la Législature en vigueur le 28 février 1907, ni les règlements adoptés en vertu de ces lois concernant l'observance du dimanche, lesquels continuent à produire leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés, conformément à la loi. S. R. (1909), 4470.

Observance du septième jour de la semaine.

7. Nonobstant toutes dispositions à ce contraires contenues dans la présente section, quiconque observe consciencieusement et habituellement le septième jour de la semaine comme jour du sabbat et s'abstient réellement de travail ce jour-là, n'est pas sujet à être poursuivi pour avoir fait du travail le premier jour de la semaine, si ce travail ne dérange pas d'autres personnes dans l'observance du premier jour de la semaine à titre de jour saint, et si l'endroit où se fait ce travail n'est pas ouvert au commerce ce jour-là. S. R. (1909), 4471.

Réserve.

Portée de cette loi.

8. Rien dans la présente section ne restreint les libertés accordées ou reconnues par le chapitre 153 des Statuts révisés du Canada, 1906. S. R. (1909), 4472.

## SECTION II

### DES VENTES DE MARCHANDISES LE DIMANCHE

Amende pour vente de marchandises, etc., le dimanche.

9. Nul marchand, colporteur ou regrattier, ne doit vendre ni détailler le dimanche aucuns effets, denrées ou marchandises, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt dollars pour la première contravention, et, pour

chaque récidive, d'une amende de pas moins de vingt dollars ni de plus de quarante dollars.

Néanmoins, les effets provenant des quêtes publiques Exception. pour le bénéfice des églises et ceux destinés à des œuvres pieuses peuvent être vendus, le dimanche, à la porte des églises des campagnes. S. R. (1909), 4462.

**10.** Ces amendes peuvent être recouvrées devant le Recouvrement des amendes. juge de paix le plus voisin du lieu de la contravention, lequel entend et juge la contravention d'une manière sommaire, par la confession volontaire du défendeur ou sur le serment d'un ou plusieurs témoins dignes de foi, autres que le poursuivant, à moins que le poursuivant ne soit un marguillier, constable ou officier de paix, auquel cas il est un témoin compétent; et, à défaut de paiement de la somme adjugée, elle est prélevée par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, en vertu d'un mandat sous le seing de ce juge de paix, adressé à un officier de paix, et le surplus des deniers prélevés, déduction faite de l'amende et des frais raisonnables de la saisie et vente taxés par un juge de paix, est remboursé au contrevenant. S. R. (1909), 4463.

**11.** La moitié des amendes perçues en vertu de la Emploi des amendes. présente section appartient au poursuivant, et l'autre moitié à Sa Majesté, pour les fins publiques. S. R. (1909), 4464.

**12.** Aucune poursuite en vertu de la présente section Prescription des actions. ne peut être intentée contre qui que ce soit pour aucune telle amende, à moins d'être commencée dans les deux mois qui suivent la contravention. S. R. (1909), 4465.

---

